



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral complémentaire n°65-2023-07-21-00002

**modifiant à l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2010 portant sur l'autorisation
d'exploiter une plate-forme de compostage de déchets verts sur la commune de
Bordères-sur-l'Echez**

SEDE ENVIRONNEMENT

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu le code rural et notamment les articles L. 255-1 à L. 255-11 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu le décret du 2 septembre 2022 portant nomination de Mme Nathalie GUILLOT-JUIN en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral n°65-2022-09-30-00002 du 30 septembre 2022 portant délégation de signature à Mme Nathalie GUILLOT-JUIN secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 relatif aux installations classées de compostage des déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 septembre 2003 relatif aux vérifications auxquelles doit procéder le responsable de la mise sur le marché des matières fertilisantes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20100004-02 du 4 janvier 2010 autorisant l'exploitation de la plate-forme de compostage par la société Recyclage Organique Mobiles (ROM) sur la commune de Bordères-sur-l'Echez ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 2004 du portant mise en application obligatoire de la norme NF U 44-095 ;

Tél : 05 62 56 65 65

Courriel : prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr

Place Charles de Gaulle – CS 61350 – 65013 TARBES Cedex 9

Vu le dossier de porter à connaissance déposé le 15 septembre 2022 par la société SEDE ENVIRONNEMENT et complété le 18 janvier 2023 ;

Vu la demande de dérogation à l'article 6.1 de l'arrêté ministériel du 18 mai 2018 applicables aux installations de broyage de végétaux soumises à déclaration ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Bordères-sur-l'Echez ;

Vu le rapport et l'avis de l'inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 21 juin 2023 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 26 juin 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles dans le cadre du contradictoire ;

Vu la réponse de la société SEDE Environnement transmise le 7 juillet 2023 ;

Vu la demande de réduction de la durée de conservation des rapports de contrôle et des registres après la cessation d'activité, non précisée initialement dans le porter à connaissance du 15 septembre 2022 de la société SEDE ENVIRONNEMENT ;

Considérant l'évolution de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement, la modification apportée par le projet de l'exploitant n'est pas considérée comme substantielle ;

Considérant que conformément à l'article R.122-2 du code de l'environnement, le projet porté par l'exploitant ne doit pas faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale ;

Considérant que conformément à l'article R.214-39 du code de l'environnement, des modifications de prescriptions applicables à des opérations soumises à déclaration peuvent être apportées ;

Considérant qu'il y a lieu de compléter certaines prescriptions applicables aux activités exploitées par la société SEDE ENVIRONNEMENT en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que l'arrosage de l'installation de broyage des végétaux permet de prévenir des émissions de poussières au même titre que le capotage du broyeur ;

Considérant la justification de l'absence de nuisances (ni d'effet sur la qualité du compost) de l'augmentation de la hauteur des andains apportée par l'exploitant ;

Considérant la justification de l'absence d'impact visuel de l'augmentation de la hauteur des andains apportée par l'exploitant ;

Considérant que le site dispose d'une gestion des eaux en circuit fermé ;

Considérant l'absence de rejet d'effluents au milieu naturel ;

Considérant la durée réglementaire de conservation des rapports de contrôle et des registres après la cessation d'activité ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : MISE À JOUR DES ACTIVITÉS AUTORISÉES SUR LE SITE

L'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 janvier 2010 est abrogé et remplacé comme suit :

La société SEDE ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé 1 rue de la fontainerie, CS 60 175 – 62 003 ARRAS Cedex, est autorisée à exploiter une plate-forme de compostage sur son site implanté rue Gayan sur la commune de Bordères-sur-l'Echez (65 320) pour les installations suivantes :

N° de la rubrique	Libellé de la rubrique	Installations	Caractéristiques techniques	Régime en vigueur
2780-1-b	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires : b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j mais inférieure à 75 t/j	Installation de compostage de déchets verts	74 t/j de déchets verts — 23 200 t/an déchets verts et 3 800 t/an de souches.	E
2780-2-c	2. Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de stations d'épurations des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélanges avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1 : c) La quantité de matières traitées étant supérieure ou	Installation de compostage de boues issues de stations d'épurations collectives	19 t/j sur 365 j/an. — 4 600 t de boues par an et 2 335 t de déchets verts par an.	D

	égale à 2 t/j mais inférieure à 20 t/j			
1532-2-b	<p>Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510,</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>	Stockage de bois	10 000 m ³ de Bois, souche, tronc, grume, plaquette forestière, pellet	D
2714-2	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchoucs, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.</p>	Transit et regroupement de bois	800 m ³ de bois présent à un instant t.	D
2716-2	<p>Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p>	Regroupement et préparation de cendres de chaufferie biomasse et déjections animales	950 m ³ de cendres de chaufferie biomasse et de déjections animales	DC

	2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .			
2171	Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole. Le dépôt étant supérieur à 200 m ³	Dépôts de fumier toutes espèces	5 000 m ³ de fumier toutes espèces (équin, bovin, caprin, ovin, volaille)	D
2170-2	Fabrication des engrais, amendements et supports de culture à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781 2. Lorsque la capacité de production est supérieure à 1 t / j et inférieure à 10 t/j.	Fabrication d'amendements organiques complétés	9 t/j sur 365 j/an	D
2794-2	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 30 t/j.	Installation de broyage de végétaux	25t/j	D

ARTICLE 2: ARRÊTE MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE COMPOSTAGES

En vue de son exploitation, la société SEDE ENVIRONNEMENT doit respecter les prescriptions générales de l'arrêté du 20 avril 2012 relatives aux installations soumises à enregistrement sous la rubrique 2780.

Les prescriptions de l'AP du 4 janvier 2010 demeurent applicables.

Dans le cas où deux prescriptions concerneraient le même sujet, la plus contraignante des deux doit être respectée.

ARTICLE 3 : PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les dispositions de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 janvier 2010 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la

conservation de la faune et de la flore, de dégager en fossé directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Par ailleurs, il ne peut être procédé ni à des déversements liquides sur le sol ou dans le sous-sol, ni à des rejets directs ou indirects, même après épuration, d'eau dans une nappe. Le rejet direct ou indirect d'eaux résiduelles dans une nappe souterraine est interdit.

Toutes les dispositions sont prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux. L'exploitant s'assure que pour les différentes capacités de rétention, un volume suffisant sera toujours disponible. De plus, il s'assure que les bassins prévus pour recueillir les éventuelles eaux d'incendie conservent une capacité disponible suffisante.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme des déchets.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel de produit. La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides, est effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

ARTICLE 4 : COLLECTE DES EFFLUENTS

Les dispositions de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 janvier 2010 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'ensemble des eaux de ruissellement souillées ou potentiellement souillées est collecté au point le plus bas par des caniveaux en bordure de plate-forme puis dirigé vers deux bassins de recyclage de volume 4 550 m³. Ces bassins reçoivent également les eaux de lavages traitées.

Le deuxième réservoir est équipé d'une pompe afin de réutiliser les eaux des bassins pour l'arrosage des andains et maintenir un taux optimal d'humidité dans le compost.

Isolées des eaux de ruissellement du site, les eaux pluviales de toiture des bâtiments sont renvoyées au milieu naturel au moyen d'une infiltration dans le sol.

ARTICLE 5 : REJETS DES EFFLUENTS LIQUIDES

Les dispositions de l'article 5.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 janvier 2010 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Les eaux de ruissellement de la plate-forme de compostage et les jus d'andains sont récupérés dans un bassin de 4 550 m³ pour être recyclées comme eau d'arrosage des andains. Le volume de ce bassin est dimensionné pour permettre de recueillir une pluie de fréquence décennale pendant 30 minutes.

En cas de trop plein, ces eaux doivent être considérées comme des déchets et éliminées dans des installations autorisées à ce titre. Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, les valeurs limites suivantes doivent être respectées :

- pH (NFT 90 008) : 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation à la chaux);
- température : < 30 °C.
- matières en suspension (NFT 90 105) : < 600 mg/l ;
- DCO (NFT 90 101) : < 2 000 mg/l ;
- DBO5 (NFT 90 103) : < 800 mg/l ;
- azote total, exprimé en N : < 150 mg/l ;
- phosphore total, exprimé en P (NF T 90 023) : <50 mg/l.

Dans le cas de convention signée avec le gestionnaire de la station d'épuration, les valeurs de rejet indiquées dans la convention peuvent se substituer aux valeurs précitées.

Les eaux vannes sont traitées sur une fosse septique correcte

ARTICLE 6 : DÉCHETS ADMISSIBLES

Les dispositions de l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 janvier 2010 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Sont admissibles dans un centre de compostage pour la production de compost destiné à la mise sur le marché ou à l'épandage les seuls déchets et matières présentant un intérêt pour les sols ou la nutrition des plantes ou pour le bon déroulement du processus de compostage.

Sont autorisés sur le site les déchets verts, les souches, les fumiers de toutes espèces (équin, bovin, caprin, ovin, volaille), les boues éligibles au compostage selon la norme NFU 44 095 ou NFU 44 295, les bio-déchets des ménages et des cuisines centrales, les cendres de chaufferie biomasse dans le cadre d'installation de transit/massification avant valorisation sur une filière appropriée.

ARTICLE 7 : MISE SUR LE MARCHÉ DU COMPOST OU MATIÈRE INTERMÉDIAIRES

Les dispositions de l'article 10.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 janvier 2010 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Sans préjudice de l'application des dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et des articles L. 214-1 et L. 214-2 du code de la consommation relatifs aux matières fertilisantes et supports de culture, l'exploitant tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de produits finis tels que définis dans l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L.255-1 à L. 255-11 du code rural.

L'exploitant doit respecter au minimum les teneurs limites définies des normes NFU 44-051, NFU 44-095 et NFU 44-295 concernant les éléments de traces métalliques, les composés de

traces organiques, la teneur en matière organique, les inertes et impuretés et les agents pathogènes. Il tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

L'exploitant tient à jour un registre de sortie distinguant les produits finis et les matières intermédiaires en mentionnant :

- la date d'enlèvement de chaque lot ;
- les masses et caractéristiques correspondantes ;
- le ou les destinataires avec les masses correspondantes.

Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et le cas échéant, des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

Le cahier d'épandage tel que prévu à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié peut tenir lieu de registre de sortie.

ARTICLE 8 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Les dispositions de l'article 9.3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 janvier 2010 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Deux réserves incendie de 120 m³ chacune sont installées à l'entrée et à la sortie de l'exploitation.

Le site dispose également d'un puits équipé d'une colonne d'aspiration de diamètre 100 mm avec un demi raccord de diamètre 100 mm.

Les pompes et la colonne d'aspiration (puits et bassin) sont capables d'assurer un débit de 60 m³/h pendant 2 heures avec une hauteur géométrique d'aspiration inférieure à 7 m en toute période.

ARTICLE 9 : BASSIN DE CONFINEMENT DES EAUX

Les dispositions de l'article 9.3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 janvier 2010 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, sont recueillies gravitairement dans les bassins de recyclage de 4 550 m³ dont un volume utile sera réservé à cet effet.

ARTICLE 10 : PRÉVENTION DES CAPTAGES DES POUSSIÈRES

Les dispositions de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 janvier 2010 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et de matières diverses :

- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions, telles que le lavage des roues des véhicules, sont prévues en cas de besoin,
- l'opération de broyage dispose d'un arrosage afin de capter les émissions,
- des écrans de végétation d'espèces locales sont mis en place le cas échéant autour de l'installation,
- pour les installations ou stockages situées en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage sont mis en place si nécessaire.

ARTICLE 11 : CONSERVATIONS RAPPORTS DE CONTRÔLE ET ANALYSES

Les dispositions de l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 janvier 2010 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

tous les rapports de surveillance et les registres déchets sont conservés par l'exploitant, dix ans après la cessation de l'exploitation et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 12 : INFORMATION DES TIERS

Une copie de l'arrêté est déposée dans la mairie de Bordères-sur-l'Echez et peut y être consultée ;

Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la commune et transmis à la préfecture – pôle environnement - ICPE – par courrier ou par mail ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 13 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 – Cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique « Télérecours » accessible sur le site <https://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 181.50 du même code :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 14 : EXÉCUTION

- Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le directeur de la DREAL Occitanie,
- M. le maire de Bordères-sur-l'Echez,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées et dont copie sera adressée :

- **pour notification à M. le président de la SAS SEDE ENVIRONNEMENT,**

Fait à Tarbes, le **21 JUIL. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Nathalie GUILLOT-JUIN